

NOM : DEFFIGIER

Prénom : Clotilde

**Adresse professionnelle : Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges
5 rue Félix Eboué, B.P. 3127
87031 Limoges Cedex 1**

Email : clotilde.deffigier@unilim.fr

1) Fonctions actuelles :

Recherche : Collectivités territoriales, intercommunalités, services publics, administration publique, responsabilité

Pédagogiques : Responsable du Master 2 Manager territorial

Administratives : Directrice de l'IPAG

2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

- Articles dans des revues avec comité de lecture

Articles

- « Les métropoles: une rationalisation en trompe-l'oeil », *Complément territorial*, mai 2011, pp. 39-47.
- « La loi du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération, une réforme d'attente », *Complément territorial*, décembre 2012, pp. 551-58.
- « La loi du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération, une réforme d'attente », *Complément territorial* février 2013, pp 51-58.
- « Intégration communale et libre administration (à propos de trois QPC) », *Complément territorial*, novembre 2013, pp. 15-20.
- « L'élection au suffrage universel direct des conseillers communautaires : une petite révolution », *Complément territorial*, février 2014, pp. 4-10.
- « Les services communs: une optimisation... complexe! », *JCP-A* 2014, n° 8, 2052, pp. 54-59.
- « La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, acte III de l'intercommunalité ? », *Complément territorial*, mai 2014, pp. 40-52.
- « Un manquement de l'Etat à ses obligations entraîne la mort d'un cheval (CAA Nantes, 21 juillet 2014, Petit) » (en collaboration avec H. Pauliat), *JCP-A* 2014, n° 42, 2290.

- « Comment composer les conseils communautaires après la QPC du 20 juin 2014, Commune de Salbris ? », *Complément territorial*, novembre 2014, pp. 29-34.
- « De quelques difficultés de délimitation des cantons. A propos d'arrêts récents du Conseil d'Etat », *JCP-A* 2014, 2299, pp.16-22.
- « Jusqu'où déléguer les activités en lien avec la puissance publique ? », *JCP-A* 2015, act. 2, pp. 4-5.
- « Comment composer les conseils communautaires des communautés de communes et d'agglomération ? Suite et fin », *Complément territorial*, mai 2015, pp. 30-35.
- « Le département peut-il encore rêver d'avenir ? » (en collaboration avec H. Pauliat), *Revue du droit public et de la science politique* 2015, pp. 1229-1240.

Notes de jurisprudence

- « Fusion de communes: le rôle du préfet et la portée de la consultation des électeurs (CE, 20 octobre 2010, Commune de Dunkerque) », *Complément territorial*, février 2011, pp. 45-49.
- « Présomption d'imputabilité versus doute bénéficiant à la victime : la difficulté d'identifier la cause d'une contamination par le virus de l'hépatite C (note sous CE, 19 octobre 2011, Vidal) », *JCP-A*, 2012, n° 18.
- « Extension de périmètre d'une communauté urbaine et renouvellement des délégués communautaires (CE, 9 décembre 2011) », *Complément territorial*, février 2012, pp. 54-58.
- « Un schéma départemental de coopération intercommunale peut-il porter atteinte à la libre administration des collectivités territoriales (CE, 21 septembre 2012, Commune de Poligny et Commune de Couvrot)? », *Complément territorial*, décembre 2012, pp. 35-40.

- Communications avec actes

- « Les relations Région-Ville : diversité et confusion ? », intervention au colloque Europa, 25 novembre 2011, Existe-t-il un modèle européen d'administration locale?, Actes à paraître, PULIM, 2016.
- « Quelles recompositions territoriales dans le projet de loi MAPTAM ? », intervention le 12 décembre 2013 à l'occasion des 10èmes Rencontres territoriales du Limousin, Limoges; contribution à paraître dans DG Interface (Revue des DGS et DGAS des collectivités territoriales), 2014.
- « Vers un schéma départemental de coopération intercommunale négocié » ?; intervention le 4 décembre 2015 au colloque organisé par le GRALE, l'OMIJ, et le CNRS, l'AdCF sur *La recomposition territoriale, la décentralisation entre enjeux et obstacles*,

actes à paraître chez l'Harmattan, 2016.

- Ouvrages scientifiques

Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Editions Le Moniteur, depuis mars 2005 (4 mises à jour par an). Commentaire des dispositions de la Partie V (articles relatifs à l'intercommunalité).

Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), Editions Le Moniteur. Commentaires des parties 3 et 4 (Cession des biens, Autres opérations immobilières des personnes publiques), octobre 2008 (les parties 1 et 5 sont commentées par Le Professeur H. Pauliat et la partie 2 par Le Professeur J.F. Lachaume). Une deuxième édition est parue en 2011. Une troisième édition est parue en 2012 (avec intégration de la partie réglementaire).

Les grandes décisions de la jurisprudence, Droit administratif (15ème ed., PUF, Thémis), en collaboration avec Jean-François Lachaume, Professeur émérite à l'Université de Poitiers, Hélène Pauliat (Professeur à l'Université de Limoges), Stéphane Braconnier (Professeur à l'Université de Paris II). Une 16ème édition est parue en novembre 2014.

Droit des services publics, Ed. LexisNexis, Litec, 2012 (en collaboration avec J.-F. Lachaume, H. Pauliat, C. Boiteau). Une deuxième édition est parue en septembre 2015.

- Directions d'ouvrages (de revues)

Responsable scientifique de la rubrique *Intercommunalité* à la Revue *Complément territorial*, créée en 2008 par les Editions du Moniteur, en accompagnement du CGCT commenté.

- Thèses

- Julien MARET, « **Contrats de partenariat public-privé, action publique et performance** » (janvier 2013), en co-direction avec Hélène Pauliat (PR Limoges, 70%). Il est avocat.
- Stéphane COMBES, **Le traitement des accidents et des maladies des agents au sein du service public de l'Education nationale**, en codirection avec le Professeur Hélène PAULIAT (Limoges), octobre 2014. Il est attaché à l'Inspection académique de l'Indre.

- (Cours)

Cours d'institutions administratives (Licence Droit, S3, 24h)

Cours de droit des collectivités locales (Licence Droit, S5 et S6, 54h)

Cours de droit spécial des collectivités territoriales (24h) enseigné aux étudiants de Master 1 Carrières publiques.

Cours d'actualité du droit public (20h) présenté à des étudiants inscrits en Master Administration Générale (M2)

Cours d'actualité des politiques publiques, portant sur les politiques territoriales (6h), présenté aux étudiants inscrits en Master 2 Droit public et administration.

Cours sur les aspects juridiques de l'intercommunalité (6h) présenté aux étudiants inscrits en Master Manager territorial (M2).

Cours sur le contentieux des collectivités territoriales (12h) présenté aux étudiants inscrits en Master Manager territorial (M2).

Cours dispensés à l'IPAG:

Actualité de la décentralisation (6h, MAP)

Cours de droit des collectivités locales (25h) destiné à des étudiants de licence d'administration publique à l'Institut de Préparation à l'Administration Générale.

Cours de responsabilité administrative appliquée à la santé (10h), cours dispensé à des étudiants de Master 1 Professions d'administration à l'Institut de Préparation à l'Administration Générale.